

# AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'OMC



L'ordre économique international d'après 1945 reposait sur l'idée que l'interdépendance entre les nations au moyen d'un renforcement des liens commerciaux et économiques favoriserait la paix et la prospérité de tous. Pendant la majeure partie de ces 75 dernières années, cette idée a guidé les responsables politiques et a contribué à asseoir les bases d'une période sans précédent de croissance, d'amélioration des niveaux de vie et de réduction de la pauvreté. Cette vision est aujourd'hui en péril, tout comme l'est l'avenir d'une économie mondiale ouverte et prévisible.

En raison de la « polycrise » dans les domaines de la géopolitique, de la santé publique, de l'environnement et de l'économie, nombre sont ceux qui font valoir que la mondialisation expose les pays à des risques excessifs. Ils affirment qu'une plus grande *indépendance* économique, au lieu d'une interdépendance, favoriserait davantage le bien-être de leurs populations.

Cette manière de penser a commencé à façonner la politique commerciale. À l'OMC, nous observons une forte augmentation du nombre de mesures commerciales unilatérales. Si elle n'est pas contrôlée, cette tendance pourrait finir par fragmenter l'économie mondiale. Dans le même temps, les opposants à la fragmentation font valoir qu'elle serait extrêmement coûteuse en termes économiques, qu'elle offre des avantages douteux en termes de sécurité et qu'elle remettrait en cause les avantages en termes de croissance et de développement que l'intégration économique avait apportés aux populations du monde entier. Pire encore, une fragmentation à grande échelle ferait qu'il serait plus difficile, voire impossible, pour la communauté internationale de s'attaquer aux problématiques liées au patrimoine commun de l'humanité.

Le *Rapport sur le commerce mondial 2023* intitulé *La remondialisation pour un avenir sûr, inclusif et durable* examine les données présentées dans le cadre de ce débat. Il pose la question de savoir si, pour permettre la réalisation des objectifs des Membres, la meilleure voie à adopter serait la fragmentation de l'économie mondiale ou la reprise des efforts en faveur d'une intégration plus large et plus inclusive, ce qu'à l'OMC nous avons appelé la « remondialisation ». Le rapport examine aussi certaines des questions les plus controversées qui façonnent actuellement la politique commerciale : la manière dont la mondialisation s'articule avec la question de la sécurité, la mesure dans laquelle elle a renforcé les inégalités économiques et ses interactions avec la question de la durabilité environnementale.

Les considérations en matière de sécurité étant un facteur qui influe de plus en plus sur la politique commerciale, le rapport constate que les tensions actuelles pourraient engendrer, dans une certaine mesure, une refonte des relations commerciales existantes mais prévient qu'il serait contreproductif de pousser ce processus trop loin. Les données sur le long terme suggèrent que le commerce a contribué de manière positive à la paix entre les nations. S'agissant de la sécurité économique, les expériences récentes liées à la pandémie de COVID-19, aux phénomènes météorologiques extrêmes et à la guerre en Ukraine ont montré comment des marchés internationaux profonds et diversifiés aident les pays à faire face à des pénuries imprévues en garantissant l'approvisionnement à partir d'autres sources. Un système commercial multilatéral solide et efficace qui limite les obstacles injustifiables au commerce et permet le règlement pacifique des différends constitue le fondement nécessaire de marchés internationaux profonds et liquides, qui sont d'accès relativement aisé et peuvent être facilement diversifiés. Du fait de l'intégration

économique, tous les Membres ont un intérêt dans la gestion, l'atténuation et la prévention des tensions bilatérales ou à plus grande échelle, tandis que des institutions comme l'OMC offrent un cadre de discussion à cette fin.

Une deuxième série de critiques formulées à l'égard de la mondialisation ont trait aux préoccupations liées à l'accroissement des inégalités et de l'exclusion. Dans l'ensemble, les données montrent très largement qu'une intégration économique plus étroite a permis de réduire massivement la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté et la précarité. Les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres et au sein de la population mondiale dans son ensemble ont diminué à partir des années 1990 pour la première fois depuis la révolution industrielle il y a deux siècles, bien que l'intégration et la convergence des revenus aient été beaucoup plus lentes dans certaines économies en développement, en particulier en Afrique. À l'intérieur des pays, le bilan est plus mitigé s'agissant des inégalités. Plusieurs économies ont connu des difficultés d'ajustement dues à des changements rapides et marqués dans les flux commerciaux mondiaux, notamment ceux qui sont liés à l'ascension rapide de la Chine en tant que grande puissance commerciale à la suite de son accession à l'OMC en 2001. Les résultats ont été très variables dans des pays qui avaient par ailleurs été exposés, de manière comparable, à des mutations commerciales et technologiques. Alors que pour certains Membres, l'accroissement des échanges s'est accompagné d'une augmentation des inégalités à l'intérieur du pays, dans d'autres, l'intensification du commerce est allée de pair avec un renforcement de l'inclusion économique. En fait, les pays ayant une plus grande ouverture commerciale ont souvent des niveaux plus faibles d'inégalité de revenus, en particulier lorsque les taxes et les transferts sont pris en compte, ce qui montre qu'il est important d'avoir des politiques économiques et sociales au niveau national pour atténuer les effets défavorables et accroître les possibilités liées au commerce. Le rapport contient la mise en garde suivante: revenir sur l'intégration économique remettrait en cause les gains obtenus récemment en matière de développement, ferait que les pays auraient plus de mal à sortir de la pauvreté au moyen de la croissance et nuirait particulièrement aux perspectives économiques futures des populations les plus pauvres.

En raison de la fragmentation du commerce mondial, il serait aussi plus difficile de relever les défis environnementaux, point traité dans la dernière partie du rapport. Seule la coopération mondiale peut permettre de trouver une solution efficace à bon nombre de ces principaux défis. Les changements climatiques ne connaissent pas de frontières et la biodiversité non plus. Un commerce mondial ouvert est indispensable pour parvenir à des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre: à la fois pour assurer la diffusion de biens et de services verts dans le monde entier et pour permettre

l'accroissement de l'échelle et de la concurrence nécessaire pour encourager l'innovation et faire baisser le coût de la décarbonation. Les économistes de l'OMC estiment que 40% de la baisse considérable des coûts des panneaux solaires au cours des trente dernières années était due aux économies d'échelle rendues possibles en partie par le commerce international et les chaînes de valeur. En revanche, la fragmentation pourrait rendre les énergies renouvelables plus coûteuses que cela aurait été le cas autrement, ce qui découragerait le remplacement des combustibles fossiles et ralentirait la transition vers une économie sobre en carbone.

Les discours tenus sont importants en économie et pour les politiques. Les discours sur le commerce qui ont actuellement le vent en poupe sont susceptibles de contribuer à une érosion progressive du système commercial et de l'OMC. Considérée dans son ensemble, l'analyse figurant dans le Rapport sur le commerce mondial donne à penser que nous devrions nous inquiéter d'un tel résultat: en effet, il pourrait engendrer un monde moins sûr, dans lequel les approvisionnements sont plus vulnérables aux chocs au lieu de mieux y résister, un monde plus pauvre, dans lequel un plus grand nombre de personnes et d'endroits sont exclus des progrès économiques, un monde moins durable, dans lequel il est plus difficile de mener une action efficace en matière de protection de l'environnement.

La voie de la remondialisation constitue une meilleure option. L'intégration d'un plus grand nombre de pays et de communautés jusque-là laissés en marge de l'économie mondiale permettrait d'avoir des marchés plus profonds et plus diversifiés, résistant mieux aux chocs. Si les relations commerciales étaient moins concentrées, il serait plus difficile pour un seul et même pays de se servir de l'interdépendance comme d'une arme. L'une des principales préoccupations doit être de s'assurer que les gains tirés du commerce sont partagés plus équitablement à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre. Même si le modèle traditionnel d'industrialisation tirée par les exportations a perdu une partie de son pouvoir de création d'emplois car le secteur manufacturier a désormais besoin de moins de main-d'œuvre, le rapport met en lumière les possibilités prometteuses qu'offre le commerce pour favoriser la croissance, l'emploi et une plus grande durabilité environnementale.

Par exemple, les progrès des technologies de l'information et de la communication ont grandement facilité le commerce des services, en particulier des services numériques, ce qui a permis à des économies et à des groupes tels que les femmes et les micro, petites et moyennes entreprises, qui étaient jusque-là sous-représentés, de participer au commerce mondial. Les exportations de services fournis par voie numérique ont plus que triplé depuis 2005, à un rythme beaucoup plus rapide que le commerce des marchandises et d'autres services. Le commerce des biens environnementaux a presque quadruplé depuis 2000. Les travaux de

recherche décrits dans le présent rapport donnent à penser qu'une fois que les pays prennent des mesures de politique environnementale, par exemple pour fixer correctement le prix de l'utilisation de l'eau ou des émissions de gaz à effet de serre, le commerce devient un puissant catalyseur pour obtenir des gains environnementaux: tout comme les pays peuvent retirer des gains économiques en se spécialisant dans des domaines où ils sont relativement performants, le monde peut tirer des gains environnementaux si les pays se spécialisent dans des activités dans lesquelles ils ont un bon bilan écologique.

Toutefois, pour tirer pleinement parti de ces possibilités, la coopération internationale est nécessaire. Les travaux en cours à l'OMC sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, la facilitation de l'investissement et le commerce électronique visent à réduire les coûts du commerce des services et à renforcer l'intégration. L'obtention d'avantages comparatifs dans le domaine de l'environnement exige une coordination internationale des politiques environnementales et commerciales pour faire en sorte que la politique de l'un n'entraîne pas de dommages collatéraux pour l'autre.

La remondialisation doit aussi permettre de régler des questions qui sont inscrites depuis longtemps à l'ordre du jour de l'OMC, en particulier dans le domaine de l'agriculture, qui représente une part importante de l'emploi dans de nombreux Membres. Le rapport montre que les coûts du commerce dans le secteur agricole dépassent de 50 % ceux du secteur manufacturier, ce qui pénalise les segments les plus pauvres de la société qui dépendent de ce secteur. L'OMC fait déjà la différence dans ce domaine – en effet, des recherches récentes ont montré que l'Accord sur la facilitation des échanges avait eu des effets extrêmement positifs sur le commerce des produits agricoles depuis son entrée en vigueur en 2017 et a permis aux PMA d'enregistrer une augmentation de 17 % des exportations de produits agricoles.

L'OMC n'est pas parfaite, loin de là. Mais les arguments en faveur d'un renforcement du système commercial sont beaucoup plus forts que ceux qui encouragent à le quitter. Les Membres de l'OMC agissent déjà pour redynamiser l'Organisation, comme en témoigne leur succès collectif lors de la douzième Conférence ministérielle en juin 2022. Les défis complexes d'aujourd'hui exigent davantage et non moins de coopération internationale, et les Membres de l'OMC examinent activement comment actualiser et améliorer le corpus de règles de l'OMC pour faire en sorte que le commerce puisse contribuer pleinement à apporter des réponses efficaces. L'alternative à l'intégration fondée sur des règles est la fragmentation fondée sur le rapport de forces et un monde caractérisé par plus d'incertitude, davantage d'exclusion socioéconomique et une dégradation accrue de l'environnement. Le présent rapport fait valoir que la «remondialisation» est une alternative beaucoup plus prometteuse. J'espère que les lecteurs, et en particulier les responsables politiques, le trouveront utile pour façonner l'avenir du commerce dans l'intérêt de la paix, des populations et de la planète.



**Dr Ngozi Okonjo-Iweala**  
Director-General